

FOUYET (M. Emmanuel), Député du département du Finistère.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommé membre de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 juin 1946] (p. 2555).

FRANCIS (M. Ahmed), Député du département d'Oran et territoire d'Aïn-Sefra (Collège des électeurs français musulmans non citoyens).

Son élection est validée [14 juin 1946] (A., p. 2538). = Est nommé membre : de la Commission de la défense nationale [26 juin 1946] (p. 2554) ; de la Commission des territoires d'outre-mer (p. 2555).

Interventions :

Participe à la discussion de propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; **DE L'UNION FRANÇAISE** : *Son contre-projet* [20 septembre 1946] (A., p. 3893 et suiv.).

FRANÇOIS (Mme Germaine), Député du département de la Nièvre.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2531). = Est nommée membre de la Commission de la justice et de législation générale [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 29 août 1946, un rapport fait au nom de la Commission de la justice et de législation générale sur la proposition de résolution de M. Bernard et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de la Marine nationale (anciennement Forges de la Chaussade de Guérigny) (Nièvre), n° 623. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à fixer le statut de l'établissement national constitué par les Forges de la Chaussade et leurs dépendances à Guérigny (Nièvre) utilisé par la Marine nationale, n° 848.

Interventions :

Son rapport, au nom du 5^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Lozère [12 juin 1946] (A., p. 2512).

FRÉDÉRIC-DUPONT (M.), Député du département de la Seine (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [4 juillet 1946] (A., p. 2598). = Est nommé membre : de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs [26 juin 1946] (p. 2554) ; — de la Commission de l'intérieur et de l'Algérie, de l'administration générale, départementale et communale (*ibid.*).

Dépôts :

Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à compléter la loi du 28 mai 1943 relative à l'application aux étrangers des lois en matière de baux à loyer et de baux à ferme, n° 95. — Le 5 juillet 1946, une proposition de loi concernant la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, n° 96. — Le 5 juillet 1946, une proposition de loi tendant à titulariser les employés auxiliaires de l'Etat, ascendantes des victimes de la guerre non bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, n° 103. — Le 18 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à rajuster le taux des remises accordées aux débiteurs de tabac sur les prix de vente aux consommateurs, n° 164. — Le 25 juillet 1946, une proposition de loi tendant à réglementer les conditions d'accès à la profession de photographe, n° 236. — Le 30 juillet 1946, une proposition de loi tendant à améliorer le sort des rentiers viagers, n° 290. — Le 30 juillet 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer aux personnes célibataires ou divorcées les dispositions de l'arrêté ministériel du 16 janvier 1946 portant exonération, dans certains cas, des cotisations versées pour les allocations familiales, n° 316. — Le 20 août 1946, une proposition de loi concernant la réglementation des entreprises de réparations de chaussures, n° 469. — Le 3 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'exercice de la profession de pâtissier, n° 635. — Le 3 septembre 1946, une proposition de

résolution tendant à inviter le Gouvernement à améliorer la situation des retraités de l'imprimerie nationale, n° 638. — Le 4 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à demander à chaque profession de dresser un programme d'aide à la vieillesse sur le plan professionnel par la constitution de maisons de retraite et à établir un projet de financement de ce programme, n° 665. — Le 10 septembre 1946, une proposition de loi tendant à réglementer l'emploi de la dénomination de qualité « fait main » et l'emploi de l'expression « bottier » dans l'industrie et le commerce, n° 707. — Le 17 septembre 1946, une proposition de loi tendant à régler l'application de la loi du 12 mai 1946 fixant la date de cessation des hostilités à la prorogation des délais de procédure devant le Conseil d'Etat, la Cour de cassation et le tribunal des conflits, n° 831. — Le 17 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à donner la possibilité de régulariser sans pénalités ni formalités particulières, leur situation fiscale, jusqu'à la fin de 1946, aux ressortissants français qui possèdent des biens en Italie, et qui ont été empêchés de souscrire aux obligations édictées par le décret du 9 septembre 1939, en raison de la guerre, n° 832. — Le 30 septembre 1946, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 mai 1930 relative au classement des voies privées de la ville de Paris, n° 1121.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur les opérations électorales du département de la Seine (1^{re} circonscription) [4 juillet 1946] (A., p. 2591 et suiv.). — Demande à interpeller sur les conditions dans lesquelles une grande partie des immeubles des rues de Varenne, Bellechasse et Barbet-de-Jouy, sont l'objet au bénéfice de ministères, de réquisitions ou d'expropriations [20 août 1946] (p. 3200). — Participe à la discussion des propositions de loi tendant à établir la Constitution de la République française ; PRÉAMBULE : *Son amendement au 2^e alinéa sur l'habeas corpus* (28 août 1946) (p. 3366) ; DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, Art. 29 D : *Soutient l'amendement de M. Betolaud* [4 septembre 1946] (p. 3522). — Ses rapports au nom du 7^e Bureau, sur les opérations électorales du territoire de l'Oubanghi-Chari-Tchad (Collège des

citoyens et Collège des non-citoyens) [11 septembre 1946] (p. 3662). — Demande à interpeller sur la situation actuelle des artisans coiffeurs [12 septembre 1946] (p. 3713) ; — sur la réquisition et l'expropriation des immeubles se trouvant 70, 72, 74, rue de Varenne ; 68, 70, rue de Bellechasse [13 septembre 1946] (p. 3741). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture et annulation de crédits sur l'exercice 1946 : Chap. B : *Son amendement* [2 octobre 1946] (p. 4453) ; *Le retire* (ibid.) ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. RG : *Son amendement* [3 octobre 1946] (p. 4517) ; *Le retire* (p. 4518) ; — du projet et des propositions de loi relatifs au statut général des fonctionnaires : *Ses observations sur l'ensemble* [5 octobre 1946] (p. 4709).

FROMENT (M. Edouard), Député du département de l'Ardèche.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des pensions civiles et militaires et des victimes de la guerre et de la répression [26 juin 1946] (p. 2555).

M. FURAUD (M. Jacques), Député du département de la Charente.

Son élection est validée [13 juin 1946] (A., p. 2530). — Est nommé membre de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones [26 juin 1946] (p. 2554).

Dépôts :

Le 4 juillet 1946, une proposition de loi tendant à organiser la profession artisanale, n° 58. — Le 27 septembre 1946, une proposition de loi sur le statut de l'artisanat, n° 1079. — Le 27 septembre 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut fiscal de l'artisanat, n° 1081.

Interventions :

S'excuse de son absence [18 juillet 1946] (p. 2674).